

d'être maintenant, et qu'elle n'est pas nécessaire, si l'on a besoin d'autres informations, on peut les obtenir de ce grand et influent comité qui est déjà organisé dans cette chambre.

Sir JOHN A. MACDONALD : Si l'honorable député de Norfolk-nord ne fait pas partie de ce comité, nous pouvons demander qu'il en fasse partie.

M. BRIEN : Avant que cette résolution soit mise aux voix, j'aimerais à dire quelques mots sur l'importante question qu'elle soulève. Le comité de l'agriculture n'a pu, jusqu'à présent, étudier la question et, par conséquent, je crois qu'il convient de nommer ce comité. Il est indéniable qu'il existe une émigration considérable aux États-Unis de nos compatriotes les plus actifs et les plus énergiques. Si on peut découvrir la véritable cause de cet exode, ce à qui réussira le comité, j'en suis sûr, il sera alors très facile de proposer un remède. Dans le comté que j'ai l'honneur de représenter, il y a une augmentation considérable de la population, augmentation qui vient de la partie est du pays, il est vrai, mais par suite de cet exode aux États-Unis, elle n'est pas ce que nous désirons, ce que nous aurions le droit d'espérer.

On a souvent répété, dans la chambre, que nous n'avons pas été capables de retenir l'excédant naturel de notre population. Si cet excédant naturel des naissances sur les décès eut été aussi fort qu'aux États-Unis, la population qui était de 3,605,000, en 1871, serait aujourd'hui de 5,169,200. En outre de cela, nous avons dépensé \$4,644,689 pour attirer des immigrants dans le pays, et ce chiffre ne comprend pas la somme dépensée cette année, vu que le rapport de l'agriculture n'a pas encore été soumis. Les 2,272,665 immigrants venus dans le pays mettraient le chiffre de la population à 7,441,865, si nous avions conservé ces immigrants et notre augmentation naturelle. Certainement, notre population a subi des pertes sérieuses, et si nous tenons compte des sommes dépensées pour l'immigration, nous avons là une grave question que la chambre devrait mettre à l'étude. Je puis citer d'autres faits qui démontrent ce que nous avons perdu par l'émigration aux États-Unis. Cinquante-cinq pour cent des élèves des collèges de médecine de Détroit sont des Canadiens. Maintenant, nous savons que d'après la loi du Canada, telle qu'elle est aujourd'hui, les étudiants qui obtiennent leurs diplômes dans les collèges américains ne peuvent pratiquer dans le pays. Il est bon de se rappeler que ces jeunes gens appartiennent à la classe la plus énergique et la plus ambitieuse de nos compatriotes. Nous voyons aussi que sur 1,000 médecins vétérinaires gradués dans le pays, 400 pratiquent aux États-Unis, ce qui constitue encore une perte importante de nos citoyens utiles.

Le nombre de familles qui ont traversé de Windsor à Détroit, l'an dernier, s'élève à 2,199, ce qui, en mettant une moyenne de cinq par famille, ferait un total de 10,995 personnes que nous avons perdues à ce port, et je crois que nous en perdons beaucoup aux autres ports. Les effets que ces personnes ont emportés avec elles, aux États-Unis, représentent une valeur de \$261,632. Quand nous constatons que cette émigration au lieu de diminuer, augmente, je crois qu'il est du devoir de la chambre d'adopter la résolution présentée par l'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton).

M. CARLING.

M. SPROULE : J'approuve entièrement tout ce qu'a dit le ministre de l'agriculture. L'an dernier, nous avons formé, je crois, un comité important des membres de cette chambre dans le but d'étudier la condition de la classe agricole, et de s'assurer dans quelle mesure on peut améliorer cette condition. Je mets en doute l'exactitude de la statistique citée par l'honorable député de Norfolk-nord (M. Charlton), lorsqu'il a déclaré que ce comité qu'il propose est nécessaire. Je puis dire que chaque année le comité de l'agriculture et de la colonisation dont j'étais membre s'est efforcé, dans la mesure de ses forces, d'obtenir des renseignements exacts sur l'importance de l'émigration et je puis dire à la chambre, que nous n'avons pu obtenir rien d'authentique prouvant que l'exode était plus considérable que les années précédentes. Nous sommes deux grands pays possédant d'immenses territoires côte à côte. Notre peuple est engagé dans diverses industries. Quelques-unes de ces industries sont plus développées aux États-Unis qu'ici, et, conséquemment, nos industriels trouvent là ce qu'ils n'ont pas ici. D'autres traversent dans le but d'apprendre.

L'honorable député de Kent (M. Campbell) cite, à l'appui de la formation de ce comité, le fait qu'un grand nombre de Canadiens fréquentent les collèges du Michigan. En étudiant un peu plus la question, l'honorable député aurait pu comprendre que le coût de l'enseignement dans ces collèges est beaucoup moindre qu'ici.

Je sais cela, car j'ai fait la plus grande partie de mes études académiques dans ces collèges, et tandis que les prix dans les collèges canadiens sont très élevés, à Ann Harbor, c'est purement nominal, quelque chose comme \$10 pour chaque étudiant. Bon nombre de Canadiens suivent ces cours, comme c'était le cas de mon temps, en 1865-67. Ces jeunes gens restent-ils aux États-Unis ? Pas plus que dans une proportion de 5 pour cent. Ils reviennent graduer en Canada où ils exercent leur profession ; mais ils ne vont là que parce que l'enseignement à Ann Harbor est meilleur marché. Si cet exode existe, nous pouvons nous demander quelle est la classe du peuple qui va aux États-Unis. Sont-ce les cultivateurs ? Je crois que l'honorable député n'a pu expliquer pourquoi les cultivateurs iraient aux États-Unis améliorer leur position. J'ai ici un état comparatif entre la valeur moyenne de la récolte aux États-Unis, et la valeur moyenne de la récolte dans Ontario, pendant un certain nombre d'années. Je vois qu'en prenant la valeur de la récolte sur dix acres, pendant cinq ans, elle se chiffre à \$18 l'acre, dans Ontario. Je crois que les honorables députés de la gauche ne révoqueront pas en doute l'exactitude de ces chiffres, car ils ont été recueillis par un de leurs amis, M. Blue, d'Ontario, qui est réputé être un des plus exacts statisticiens du pays. Il met à \$18 par acre la valeur moyenne de la récolte dans Ontario, chaque année. Vient en deuxième lieu, New-York, \$15 seulement ; Ohio, \$13 ; Michigan, \$13 ; Illinois, \$12 ; Indiana, \$12 ; Wisconsin, \$11 ; Kansas, \$11 ; Missouri, \$11. Inutile de parcourir la liste entière, chaque chiffre est inférieur à celui d'Ontario. Je demande donc pourquoi les cultivateurs quitteraient le Canada pour aller dans un pays où le sol produit moins que dans Ontario. Si je prends plusieurs années réunies, je trouve la même proportion pour dix ans. Dans chaque cas, Ontario tient le premier rang, démontrant que nos cultivateurs peuvent obtenir de meilleures récoltes ici que dans tout État de